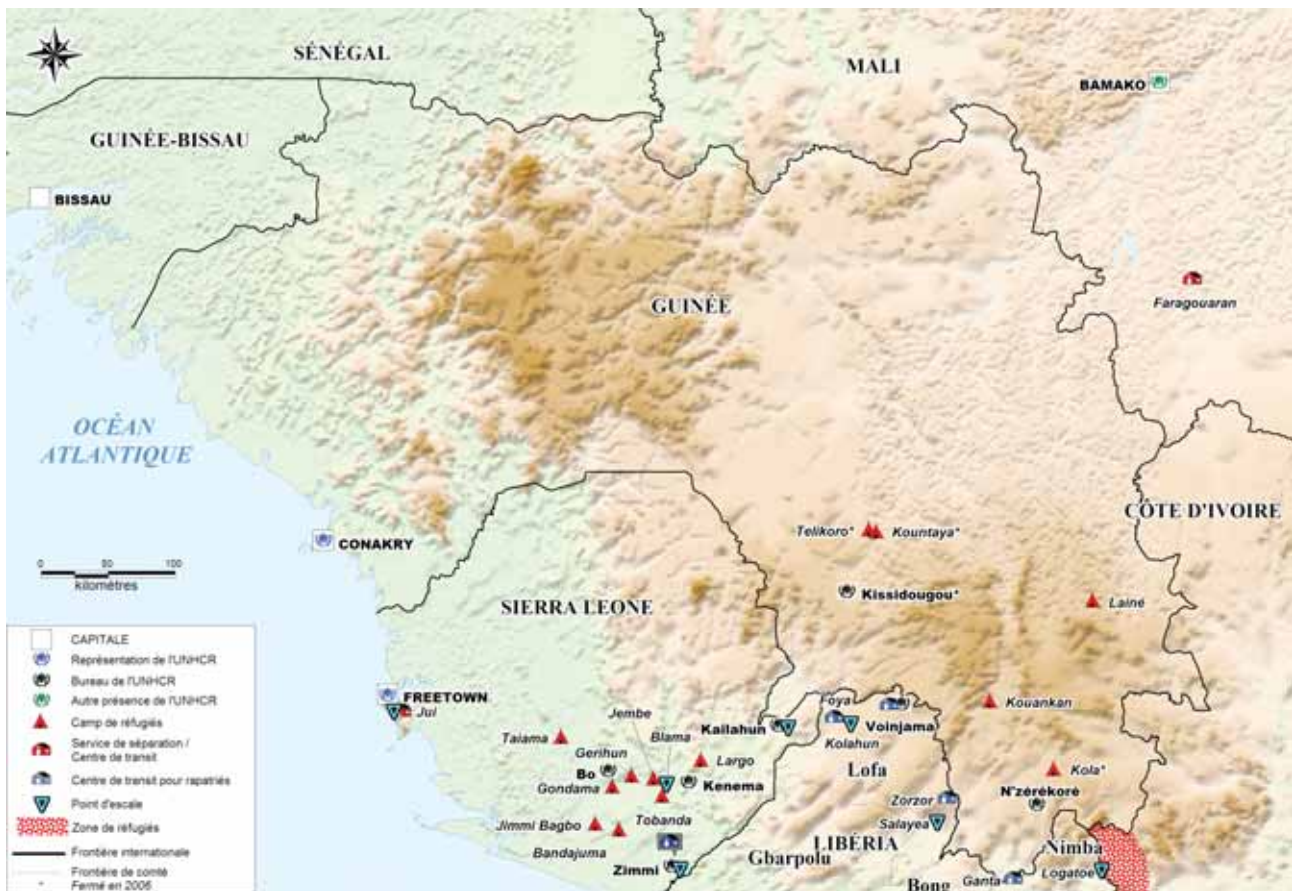


Guinée



Faits marquants

- Plus de 25 000 réfugiés libériens ont regagné leur pays avec l'aide de l'UNHCR, ce qui représente 80 pour cent de l'objectif pour l'année 2006, et près de 12 000 de leurs compatriotes sont rentrés spontanément au Libéria.
- L'UNHCR a fermé les camps de Koutaya, Telikoro et Kola en 2006. Les 4 500 réfugiés libériens demeurés dans ces camps ont été regroupés sur le site de Kouankan 1.
- L'UNHCR a renouvelé les documents de quelque 7 000 réfugiés urbains vivant à Conakry.
- Environ 700 réfugiés sierra-léonais ont bénéficié d'une aide pour s'intégrer sur place.
- Vingt-deux réfugiés ayant des besoins particuliers en matière de protection ont été réinstallés.

Environnement opérationnel

La République de Guinée a vu son climat politique, économique et sécuritaire se détériorer en 2006. Une grève générale a paralysé le pays en février. En juin, des violences ont fait rage pendant deux semaines, coûtant la vie à 23 civils. En janvier 2007, le blocage des négociations entre le Gouvernement et les syndicats a

entraîné des affrontements qui ont de nouveau fait plusieurs victimes. Outre les troubles civils, la dépréciation de la monnaie locale et l'inflation élevée ont entraîné une hausse du prix des denrées de première nécessité et durci les conditions de vie de la population. Les régions les plus touchées par la crise étaient Conakry et la Guinée forestière, qui accueillent 70 pour cent des réfugiés résidant dans le pays et sont les principales zones d'opération de l'UNHCR.

Néanmoins, comme au cours des années précédentes, l'attitude de la Guinée en matière d'asile est demeurée exemplaire, ce qui a permis le bon déroulement des activités en faveur des réfugiés.

Réalisations et impact

Objectifs principaux

En 2006, les objectifs de l'UNHCR étaient les suivants : protéger les réfugiés, traiter rapidement les demandes d'asile, accélérer le rapatriement librement consenti des réfugiés libériens et faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens lorsque les conditions le permettaient. L'UNHCR s'est également efforcé de prodiguer des soins aux réfugiés vivant dans les camps, de



UNHCR/F. Millimouno

Rapatriement au Libéria depuis Kissidougou, par la rivière Makona.

mettre en place des solutions durables pour les réfugiés urbains et de promouvoir l'intégration sur place des réfugiés sierra-léonais demeurés dans le pays. Le Haut Commissariat entendait en outre réhabiliter l'environnement dans les zones touchées par la présence des réfugiés, en instaurant des partenariats et en trouvant des fonds pour financer de nouvelles mesures correctives dans ce domaine.

Protection et solutions

La Guinée a continué d'offrir aux réfugiés et aux demandeurs d'asile un environnement de protection favorable. En novembre 2006, le Gouvernement a validé un nouveau projet de loi sur l'asile qui devrait être présenté au Parlement en 2007. Une opération de vérification et des évaluations participatives ont permis à l'UNHCR de réviser ses statistiques et d'établir le profil des réfugiés ayant des besoins de protection particuliers.

Les rapatriements librement consentis vers le Libéria se sont considérablement accélérés en 2006 : l'UNHCR a aidé plus de 25 000 réfugiés à regagner leur pays, tandis que 12 000 autres rentraient spontanément. L'Organisation a ainsi pu rationaliser ses opérations en fermant son bureau de Kissidougou, en cessant progressivement ses activités dans trois camps et en regroupant sur un site unique les réfugiés qui ne pouvaient ou ne voulaient pas rentrer au Libéria.

Tout en encourageant activement le rapatriement librement consenti de quelque 9 000 réfugiés urbains, originaires

pour la plupart de la Sierra Leone et du Libéria, l'UNHCR a mené des négociations avec le Gouvernement en vue de faciliter l'intégration sur place. Plus de 3 000 réfugiés ivoiriens, transférés de Nonah à Kouankan à la fin de l'année 2005, ont reçu des terres arables ainsi que des abris et ont bénéficié d'autres services fournis par l'UNHCR et ses partenaires.

Activités et assistance

Abris et infrastructures : l'UNHCR a bâti quelque 300 abris collectifs temporaires et 90 cuisines communautaires pour héberger les réfugiés libériens réinstallés à Kouankan 1 depuis d'autres camps. Des logements permanents ont été construits avec la participation des réfugiés. Les abris et les autres structures des camps fermés en 2006 ont été démantelés.

Activités génératrices de revenus : des subventions aux petites entreprises ont été accordées à 37 réfugiés urbains à Conakry. À Kouankan, quelque 200 réfugiés ivoiriens se sont organisés en groupes et ont reçu des prêts ou une aide matérielle au titre du renforcement de l'autosuffisance.

Appui opérationnel (aux partenaires) : l'UNHCR a pris en charge les frais opérationnels et administratifs de ses partenaires d'exécution et leur a prêté des véhicules et d'autres équipements. Il a également offert un appui technique et dispensé des formations à ses partenaires d'exécution et à ses partenaires opérationnels.

Assainissement : presque tous les camps de réfugiés disposaient de latrines et de salles de bain séparés pour les hommes et les femmes. L'UNHCR a contribué à la construction de quelque 300 nouvelles latrines et salles de bain, de fosses à déchets et de 15 000 mètres de canalisations d'évacuation à Kouankan 1.

Assistance juridique : en 2006, la Commission nationale d'éligibilité a traité les demandes de quelque 1 200 demandeurs d'asile. Des membres de la Commission, de l'Assemblée nationale, des forces de police et de l'armée, ainsi que des représentants de la société civile ont bénéficié de formations sur le droit des réfugiés, à Nzérékoré comme à Conakry. L'UNHCR a continué à militer pour une extension des droits accordés des réfugiés.

Personnes relevant de la compétence de l'UNHCR

Type de population	Origine	Total	Nb personnes assistées par l'UNHCR	% femmes	% 18 ans
Réfugiés	Libéria	21 800	21 800	53	53
	Sierra Leone	5 300	5 300	45	37
	Côte d'Ivoire	4 300	4 300	48	55
	Sierra Leone	1 800	1 800	46	41
Demandeurs d'asile	Libéria	1 400	1 400	39	45
	Côte d'Ivoire	700	700	39	46
Total		35 300	35 300		

Besoins domestiques : les réfugiés urbains vulnérables et les réfugiés libériens et ivoiriens vivant dans les camps ont bénéficié de distributions mensuelles de savon et les femmes ont reçu des protections périodiques. Des articles non alimentaires ont également été distribués au cas par cas aux réfugiés ayant des besoins particuliers.

Eau : dans tous les camps, les réfugiés disposaient en moyenne de 37 litres d'eau potable par personne et par jour. Les contrôles de qualité et la javellisation ont garanti la prévention de la contamination des points d'eau. Les points d'eau étaient aménagés à proximité des logements des réfugiés en vue de prévenir les violences contre les femmes et les enfants.

Éducation : le taux de scolarisation primaire des enfants réfugiés libériens et ivoiriens vivant dans les camps est passé de 60 pour cent en 2005 à 70 pour cent en 2006. Les écoles des camps ont accueilli plus de 7 000 enfants, dont 47 pour cent de filles. Environ 200 jeunes réfugiés ivoiriens – dont 25 pour cent de filles – ont fréquenté l'école secondaire. Des bourses de formation professionnelle ont été accordées à quelque 60 élèves ivoiriens et libériens, ainsi qu'à 300 adultes et adolescents ivoiriens. Des réfugiés ivoiriens ont également participé à un projet d'alphabétisation. Enfin, une formation professionnelle a été dispensée à plus de 300 enseignants.

Production vivrière : quelque 300 familles ivoiriennes vivant dans les camps ont reçu des semences (6 000 kg de riz et 200 kg de maïs). Plus de 100 hectares de riz et 25 hectares de maïs ont été cultivés aux alentours du camp de Kouankan.

Santé et nutrition : l'UNHCR a organisé des examens médicaux et des services de vaccination pour tous les réfugiés qui regagnaient le Libéria. Les normes sanitaires ont été maintenues à un niveau satisfaisant dans les camps de réfugiés, où aucune épidémie n'a été signalée en 2006. Comme au cours des années précédentes, l'UNHCR et ses partenaires ont financé des programmes de prévention du VIH et du SIDA, des maladies sexuellement transmissibles et du paludisme. Les réfugiés séropositifs ont reçu des traitements anti-rétroviraux. Plus d'un demi million de préservatifs ont été distribués et les réfugiés ont pu bénéficier de tests de dépistage du VIH.

Services communautaires : l'UNHCR a identifié environ 1 400 réfugiés ayant des besoins particuliers, leur a remis des documents d'identité et leur a prodigué une aide. Quelque 200 mineurs non accompagnés ont été rapatriés au Libéria ; environ 80 autres ont pu retrouver leur famille en Guinée avec l'aide de l'UNHCR. Une ONG internationale a mené des campagnes de sensibilisation sur la prévention des violences sexuelles et sexistes à l'intention de quelque 40 000 réfugiés.

Sylviculture : l'UNHCR s'est efforcé d'atténuer l'impact produit par la présence d'une importante population réfugiée sur l'environnement, en finançant des pépinières d'arbres et des mesures de conservation telles que le marquage d'arbres, des patrouilles de surveillance des

forêts, des campagnes d'information et des formations sur les méthodes de cuisson à haut rendement énergétique. L'Organisation a également financé la plantation de quelque 60 000 arbres dans les camps de réfugiés et aux alentours.

Transports et logistique : la flotte de camions, véhicules légers et motos de l'UNHCR a appuyé les activités d'assistance dans les camps et les opérations de rapatriement. L'UNHCR a également réhabilité plusieurs tronçons de la route reliant la Guinée forestière au Libéria.

Vivres : l'UNHCR a distribué plus de 5 000 tonnes de vivres fournis par le PAM aux réfugiés libériens et ivoiriens vivant dans les camps. Tous les rapatriés libériens ont reçu une ration alimentaire d'un mois ainsi que des repas chauds dans les centres de transit.

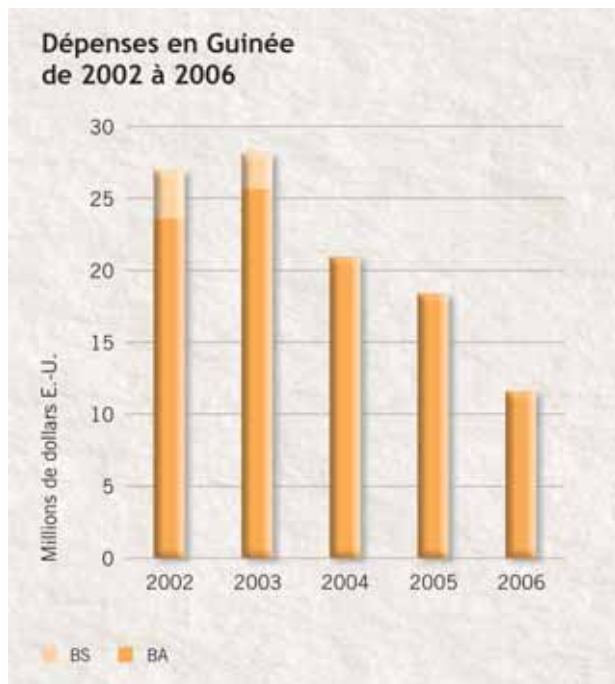
Contraintes

L'instabilité politique a affecté l'efficacité du Bureau national de coordination de l'assistance aux réfugiés, le principal homologue national de l'UNHCR. Le Bureau a parfois vu ses prérogatives de coordination contestées par d'autres autorités centrales ou provinciales. Le mauvais état des routes en Guinée forestière a aggravé l'isolement de cette région, créant des conditions de pauvreté extrême, en particulier pendant la saison des pluies. Les évaluations participatives menées dans les camps ont permis d'identifier un grand nombre d'individus ayant des besoins particuliers parmi les réfugiés libériens demeurés dans le pays. Par ailleurs, il a fallu rechercher des solutions durables pour les réfugiés sierra-léonais qui ne souhaitaient pas regagner leur pays. Une initiative pilote a été lancée pour favoriser l'intégration sur place de 700 réfugiés sierra-léonais, mais n'a guère progressé en raison de la situation économique désastreuse.

Informations financières

Comme le montre le graphique ci-dessous, le programme de l'UNHCR en Guinée a vu son budget passer de 25 millions de dollars E.-U. en 2003 à 11,6 millions en 2006, les programmes d'aide aux réfugiés diminuant à mesure que le rapatriement des Sierra-Léonais et des Libériens progressait.

La dépréciation de la monnaie nationale, qui a perdu 30 pour cent de sa valeur en 2006, a fait peser de nouvelles contraintes sur l'économie du pays. Cependant, l'impact sur les programmes a été limité car les financements de l'UNHCR étaient libellés en dollars E.-U. En 2006, le programme a reçu 4,3 millions de dollars E.-U. en contributions affectées (soit moins de 30 pour cent des besoins). Afin de répondre aux besoins des réfugiés, des fonds issus de contributions non affectées ou faiblement affectées ont été réalloués à l'opération en Guinée.



Organisation et mise en œuvre

Gestion

Au début de l'année 2006, l'UNHCR disposait de trois bureaux, implantés respectivement à Conakry, Kissidougou et Nzérékoré. Après la fermeture du bureau extérieur de Kissidougou en septembre, l'Organisation employait 112 personnes (17 fonctionnaires internationaux, 87 collaborateurs nationaux et huit volontaires des Nations Unies) dans les deux bureaux restants. L'UNHCR a optimisé sa gestion des ressources en vendant des équipements anciens, et a mis en œuvre toutes les recommandations de l'audit de 2005.

Collaboration avec les partenaires

L'UNHCR a collaboré avec des partenaires d'exécution et des partenaires opérationnels internationaux et nationaux. En tant que membre de l'Équipe des Nations Unies dans le pays, il a contribué à la mise en place d'un groupe de travail sur le développement en Guinée forestière et à l'élaboration de plans d'urgence pour répondre à la crise en Côte d'Ivoire. L'Organisation s'est également associée au

PNUD et au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) pour aider le Gouvernement à organiser une conférence régionale sur la consolidation de la paix et la sécurité dans la région du fleuve Mano, qui a eu lieu en novembre. Au cours de cette conférence, un accord a été passé sur la mise en place d'un cadre opérationnel pour la promotion de l'intégration des réfugiés dans les pays d'asile.

Évaluation générale

Le Gouvernement ayant engagé une réforme du code de la nationalité, l'on peut espérer que la nationalité guinéenne sera accordée aux groupes de réfugiés restant dans le pays. Les opérations de rapatriement vers le Libéria ont été couronnées de succès : les retours en provenance de Guinée représentent plus de la moitié du nombre total de rapatriements organisés dans la région depuis 2004. Les réfugiés vivant dans les camps ont bénéficié d'une aide multisectorielle. En revanche, pour les réfugiés urbains résidant à Conakry, les conditions de vie restent très dures, et les perspectives de progression économique et sociale limitées.

Malgré les maigres résultats du projet pilote pour l'intégration sur place des réfugiés sierra-léonais, le Gouvernement demeure ouvert à cette solution pour l'ensemble des réfugiés. Toutefois, le succès des efforts d'intégration reste conditionné par le soutien de la communauté internationale.

Partenaires	
Partenaires d'exécution	
Organismes gouvernementaux : Bureau national de coordination de l'assistance aux réfugiés, Radio rurale de Guinée.	
ONG : <i>Action by Churches Together</i> , Action Contre la Faim, <i>American Refugee Committee</i> , Comité international de secours, Organisation pour le développement intégré communautaire, Service jésuite des réfugiés, Service de secours catholique.	
Autres : <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> , FICR, VNU.	
Partenaires opérationnels	
ONG : Médecins Sans Frontières (Suisse).	
Autres : FAO, FNUAP, OCHA, OIM, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNICEF.	

Budget, revenus et dépenses (dollars E.-U.) Budget-programme annuel

Budget final	Revenu issu des contributions ¹	Autres fonds disponibles ²	Total fonds disponibles	Total des dépenses
14 461 680	4 320 684	7 289 078	11 609 762	11 609 762

¹ Inclut le revenu issu des contributions affectées au niveau du pays.

² Inclut les prélèvements de l'UNHCR sur les contributions non affectées ou à affectation large, le solde initial et les ajustements.

Rapport financier (dollars E.-U.)		
Ventilation des dépenses	Projets de l'année en cours	Projets des années précédentes
	Budget-programme annuel	Budgets-programmes annuel et supplémentaire
Protection, suivi et coordination	3 460 359	0
Abris et infrastructures	119 427	208 225
Activités génératrices de revenus	11 431	3 208
Appui opérationnel (aux partenaires)	831 766	192 666
Assainissement	54 646	28 700
Assistance juridique	287 452	41 635
Besoins domestiques	47 849	0
Eau	67 063	43 480
Éducation	309 206	97 735
Production vivrière	8 446	42 359
Santé et nutrition	318 570	194 810
Services communautaires	312 799	55 321
Sylviculture	35 122	15 568
Transport et logistique	1 688 999	672 820
Vivres	114 440	24 310
Versements aux partenaires d'exécution	1 359 927	(1 620 838)
Sous-total opérationnel	9 027 502	0
Appui au programme	2 582 260	0
Total des dépenses	11 609 762	0
Annulation sur les dépenses des années précédentes		(270 006)
Versements aux partenaires d'exécution		
Paiements effectués	3 830 850	
Rapports reçus	(2 470 923)	
Solde	1 359 927	
Rapport des années précédentes		
Versements aux partenaires d'exécution		
Dû au 1 ^{er} janvier		2 156 209
Rapports reçus		(1 620 838)
Remboursés à l'UNHCR		(410 063)
Ajustements		44
Solde		125 352